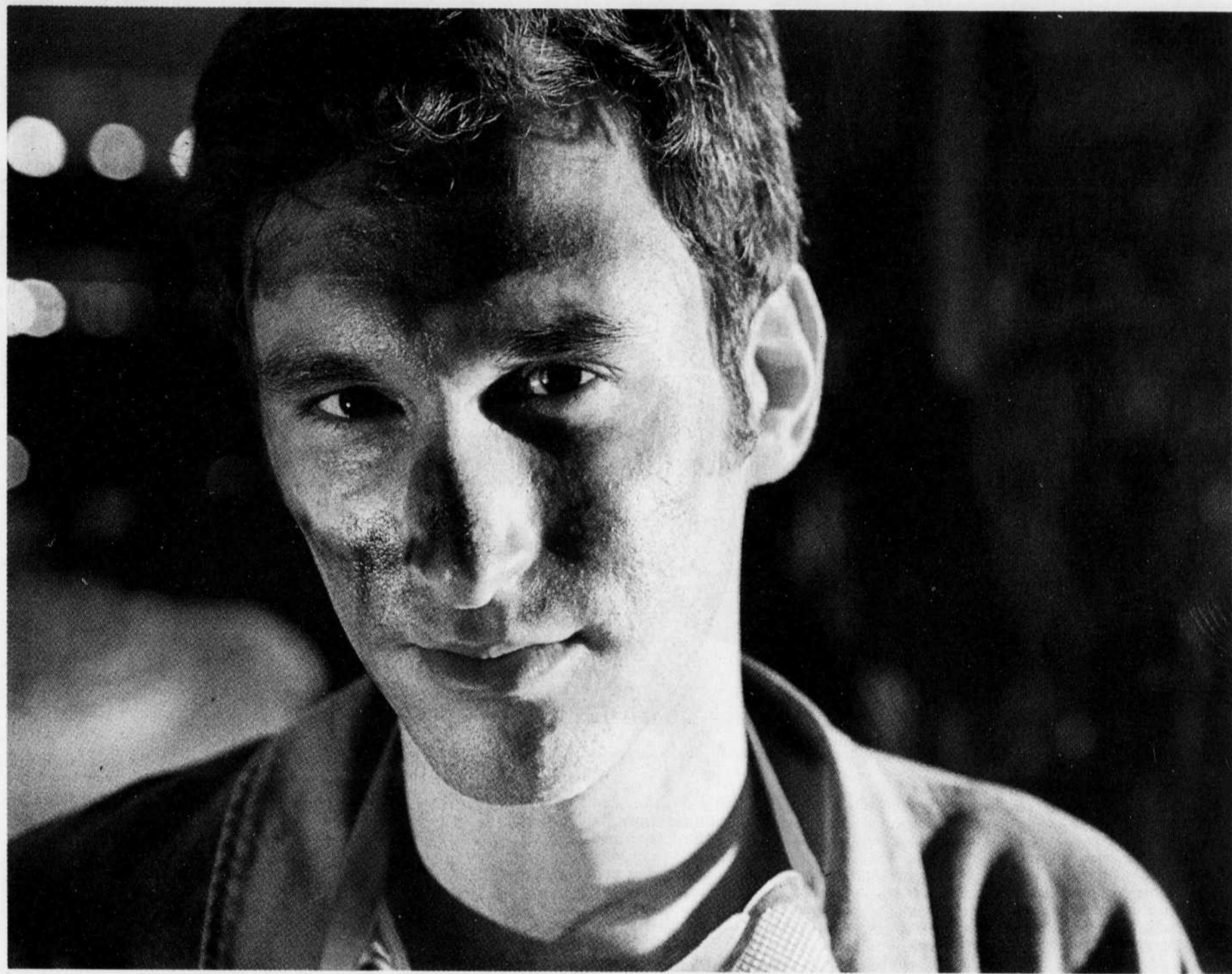


# Éducation

CAHIER G

ALPHABÉTISATION LE DEVOIR



NEWSCOM.COM

## Les porteurs d'eau sont de retour

### Plus d'un Québécois sur deux sera inopérant dans une économie du savoir

Des chiffres, et des chiffres. Et ils sont désolants. En alphabétisation, le Québec affiche un retard qui risque de mettre en péril l'avenir d'une société où 60 % des citoyens ne paient pas d'impôt, faute de revenus suffisants. Le fait de lire, d'écrire et de comprendre est une nécessité qui s'impose à tous.

NORMAND THÉRIAULT

Dans *Le Devoir* de mardi dernier, Claude Girard, un lecteur de Saint-Joseph-du-Lac, nous remettait en mémoire la grisaille des temps jadis: une étude avait établi qu'au début des années soixante, avant la Révolution tranquille, sept adultes québécois sur dix n'avaient pas complété leur primaire scolaire. Et pourquoi le faire, d'ailleurs, pouvions-nous entendre alors. D'ailleurs, un regard rétrospectif sur un typique village québécois explique encore aujourd'hui la «normalité» d'une telle situation.

Aurions-nous été alors un citoyen de Cabano, pittoresque village sis sur les bords du majestueux lac Témiscouata, qu'il aurait été démontré l'inutilité d'une formation de haut niveau. Bien sûr, la commission scolaire locale offrait des études secondaires, jusqu'à la neuvième au moins, mais à quoi servent les études quand les possibilités de tra-

vail se résument souvent à œuvrer à la scierie du «moulin» Fraser, ou à traiter le lait à la coopérative locale, ou à cultiver les quelques terres arables rentables, ou à faire de l'élevage spécialisé (ici, des œufs et des poules), quitte, l'hiver venu, à «monter» dans le bois, que ce soit dans le Maine ou en Abitibi ou en Mauricie? En fait, même les inspecteurs gouvernementaux du temps avaient souvent pour seul «diplôme» une preuve d'appartenance au parti politique au pouvoir.

Est-ce une telle pratique qui explique cependant que l'Institut québécois de la statistique a inscrit, en 2008, Cabano comme la cinquième agglomération du Québec en ce qui concerne la pauvreté, avec un revenu disponible par habitant établi à 18 164 \$?

#### Pauvreté et littératie

Une cinquantaine d'années se seront bientôt écoulées depuis que l'école est devenue vraiment publique, mais le Québec est encore aux prises avec des statistiques toujours désolantes: 54 % des adultes de ce territoire n'ont pas les compétences suffisantes pour leur permettre de lire et de comprendre tout texte explicatif. Ne leur demandez donc pas de feuilleter un manuel d'installation quelconque car, à coup sûr pour eux, tout le français qui s'y trouve, ou devrait s'y trouver, est pour eux du «chinois».

Et un retour du balancier d'un tel état des choses explique sans doute que 60 % des Québécois ne paient aucun impôt: il ne s'agit pas ici d'une forme aboutie d'évasion

fiscale, mais plutôt d'un état généralisé de manque de revenus suffisants pour que le salaire moins les déductions à la source et d'autres avantages donne à l'État la possibilité d'imposer une cotisation.

Comme le dit une intervenante sur le terrain, ici Louise Camiré, du Centre d'étude et de coopéra-

«Qu'ils viennent d'Afrique ou du Québec, les analphabètes ont comme point en commun la pauvreté»

tion internationale, se faisant par ses propos une porte-parole qui pourrait se retrouver dans le réseau du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation, «qu'ils viennent d'Afrique ou du Québec, les analphabètes ont comme point en commun la pauvreté». Eh oui, à une pauvreté en connaissances correspond une pauvreté réelle.

#### Analphabétisme et richesse

Mais les tenants des non-études ont à proposer des contre-exemples. Et de citer comme modèle ce jeune qui, comme le rapporte Mircea Vultur, chercheur à l'INRS-Urbanisation, culture et société, se félicite à 24 ans d'afficher, lui qui exerce le métier d'opérateur de machinerie lourde, un revenu annuel de 120 000 \$: «C'était son rêve... Ce jeune avait même abandonné ses études par bravade en affirmant: "Je vais réussir sans diplôme, je vais vous le montrer!" Et il l'a fait.»

D'autant plus que l'Observatoire

jeunes et société, que dirige M. Vultur, a d'autres témoignages dans ses fichiers, comme celui de ce cadre d'entreprise qui définit sa politique d'embauche en termes crus: «La formation reçue n'a pas une grande importance à mes yeux, les diplômés ne comptent pas... Ce qui m'intéresse, c'est la façon selon laquelle la personne applique ses connaissances: je veux voir son intelligence à l'œuvre!»

Et la nécessité de faire l'effort d'apprendre n'est plus de mise quand on met de l'avant de tels succès réels, d'autant plus que nous vivons dans un monde où plus d'un tenant d'un doctorat se retrouve avec un emploi peu rémunéré: combien gagne en effet un archiviste, métier qui exige jusqu'à 18 ou 20 années d'études? Avec une telle philosophie, le Québec ne deviendra jamais une terre de Tanguy, pour s'afficher encore comme un royaume d'Elvis Gratton.

#### Économie et mondialisation

Heureusement, le laisser-faire n'est pas une politique que tous adoptent. Les syndicats de travailleurs, qu'ils soient formés d'enseignants ou de représentants de corps de métier, font leur toute action qui soutient et module les programmes de formation continue. Et ils ont raison: n'avance-t-on point que le Québec affichera en 2012 un déficit de main-d'œuvre qui touchera 700 000 postes à pourvoir? Et ces postes seront exi-

geants et nécessiteront des formations qui n'étaient point nécessaires quand il s'agissait seulement d'alimenter en ressources humaines l'industrie manufacturière ou la forestière.

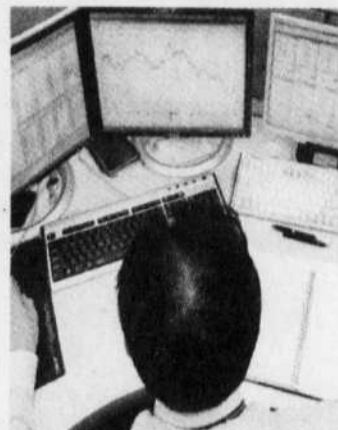
Pour demeurer concurrentiel, le Québec doit savoir s'adapter aux exigences qu'impose l'économie du savoir, là où une formation de niveau collégiale est un minimum et où celui qui hier encore était un simple travailleur manuel doit devenir technicien, tout en étant capable de se ressourcer pour ne pas craindre toute transformation imposée par l'évolution d'une technologie nouvelle.

Et le Québec ne peut pas compter sur la seule immigration pour combler ces futurs postes à pourvoir. Comme le rapporte un autre chercheur, Scott Murray, les études canadiennes, qui incluent le Québec, établissent «qu'au Canada, en 2008, 66 % des immigrants se situent au niveau un ou deux de littératie en français ou en anglais». Dans la nouvelle économie, le niveau trois est un minimum!

Un tel état de fait donne donc matière à réflexion pour ce lundi à venir, car le 8 septembre a été établi Journée mondiale de l'alphabétisation. Et, à cette occasion, le Québec aura donc des soucis à se faire, car l'analphabétisme sévit ici aussi.

Et à quoi serviraient les révolutions, si tranquilles fussent-elles, si les citoyens touchés se satisfaisaient encore de n'être toujours, quelques décennies plus tard, que de simples porteurs d'eau?

Le Devoir



#### ÉCONOMIE

Le Québec affiche un manque de compétences

Page 2



#### FONDATION

«Éprouver des difficultés de lecture est toujours un grand tabou»

Page 3

#### SYNDICATS

Un plan d'action souhaité en formation des adultes

Page 4

#### JEUNES

Les employeurs recherchent les compétences transversales

Page 5

#### FORMATION

Des programmes adaptés aux situations sociales

Page 6

#### AFRIQUE

Un modèle pour le Québec?

Page 7



OSER AU QUOTIDIEN

WWW.CSN.QC.CA



conception // quatuor.ca

## ALPHABÉTISATION

À la rescousse de l'économie canadienne

## Un adulte québécois sur deux n'a pas les compétences suffisantes pour fonctionner dans la nouvelle économie

Ottawa devrait investir 6,4 milliards en 10 ans en formation des adultes

S'attaquer au problème du trop faible niveau de littératie de nombreux Canadiens est beaucoup plus qu'une simple question de compassion ou de justice sociale, aux yeux de Scott Murray, qui a passé 32 ans à Statistique Canada. En fait, mettre le cap sur la formation est ni plus ni moins qu'un incontournable si le Canada souhaite se positionner de façon enviable dans la nouvelle économie mondiale, selon l'expert.

MARTINE LETARTE

En matière d'analphabétisme, tout n'est pas noir ou blanc. Le portrait de la population se décline plutôt en différentes teintes de gris. Il existe cinq niveaux de compétences générales en littératie, le plus faible étant le niveau un, qui inclut les analphabètes presque complets et les gens dont le niveau de lecture s'apparente à celui d'un élève moyen de l'école primaire.

«Pour 2008, mes projections indiquent que le Québec comptera un peu plus de 6,2 millions d'habitants de 16 ans ou plus et, parmi eux, près de 1,4 million de personnes se situeront au niveau un. Au niveau deux, on en retrouvera plus de 2 millions. Additionnées, ces deux catégories forment 54 % de la population du Québec âgée de 16 ans ou plus», indique Scott Murray, qui a réalisé ces projections pour le Conseil canadien sur l'apprentissage.

Ces données sont inquiétantes lorsqu'on sait que les spécialistes déterminent que le niveau trois de compétences générales en littératie a été établi comme le seuil souhaité pour qu'une personne puisse fonctionner aisément dans la société actuelle. C'est aussi le niveau que nos travailleurs doivent atteindre pour que leur productivité soit suffisamment élevée afin que les entreprises québécoises et canadiennes soient concurrentielles dans la nouvelle économie mondiale.

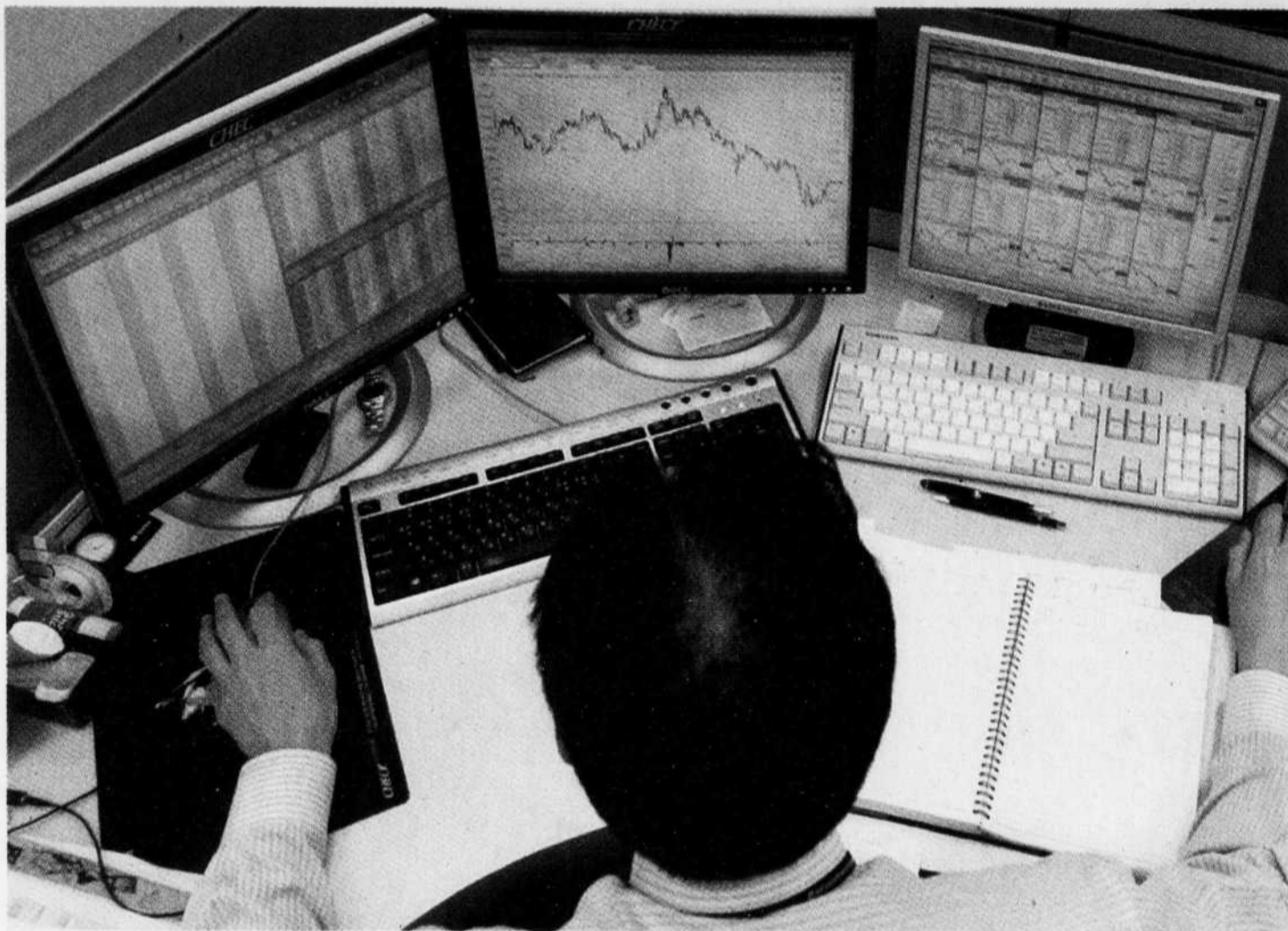
«En fait, pour demeurer concurrentielles, nos entreprises ont trois choix: réduire leurs dépenses en économisant sur les salaires et les avantages sociaux, délocaliser la production dans des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse ou améliorer la productivité de leurs employés en augmentant leur niveau de compétences. C'est évidemment cette dernière option qui est, de loin, la plus avantageuse pour l'économie canadienne», affirme M. Murray.

## Les jeunes sont trop peu nombreux

Pour miser sur une main-d'œuvre compétente, on a évidemment tendance à se tourner vers les jeunes, qui forment la relève. De plus, chez ces jeunes fraîchement sortis de l'école, on peut s'attendre à ce que leur niveau de compétences générales en littératie soit généralement très élevé. Or ce n'est pas tout à fait le cas.

«Les jeunes de 16 à 25 ans sont effectivement le groupe d'âge pour lequel on prévoit la moins grande proportion de personnes atteignant seulement le niveau un ou deux, avec 41 %. Ce n'est pas mal, mais ce sont quand même quatre jeunes sur dix qui n'ont pas les compétences suffisantes pour fonctionner adéquatement dans la vie actuelle et pour devenir un travailleur concurrentiel», remarque M. Murray.

Et, de toute façon, même si les jeunes Canadiens forment le groupe d'âge qui affiche le meilleur niveau de compétences générales en



HAN JAE-HO REUTERS

La nouvelle économie exige un niveau de compétences très élevé en littératie.

littératie, il semble qu'on ne puisse se fier à eux pour améliorer significativement les statistiques en matière d'analphabétisme.

«Avec le faible taux de fécondité, les jeunes ne sont pas assez nombreux pour qu'ils fassent une véritable différence, en fin de compte», précise Scott Murray.

## Former les travailleurs et les immigrants

Pour qu'on voie véritablement le nombre de Canadiens ayant au moins un niveau trois de compétences générales en littératie, on doit donc user de stratégie et débloquer des ressources pour former des gens qui sont déjà sur le marché du travail.

«D'ailleurs, pour la première fois en 50 ans, les employeurs se retrouveront en situation de pénurie d'employés, alors ils ne pourront plus seulement choisir les meilleurs. Ils devront embaucher des travailleurs de différents niveaux de compétences, alors, pour la première fois également en 50 ans, nous verrons les employeurs réellement intéressés par la formation des employés», affirme M. Murray, heureux de voir que les choses sont désormais susceptibles de bouger en matière d'analphabétisme au Québec et au Canada.

Il faut aussi penser à des façons de stimuler les travailleurs pour faire en sorte qu'ils utilisent leurs multiples compétences dans leurs tâches quotidiennes. «Car les com-

pétences sont comme des muscles: si on ne les utilise pas, on les perd. C'est d'ailleurs ce qu'on remarque chez certains travailleurs», explique le spécialiste.

Il y a aussi beaucoup de travail à faire auprès des immigrants, qui sont toujours plus nombreux au pays. «Mes prévisions indiquent qu'au Canada, en 2008, 66 % des immigrants se situeront au niveau un ou deux de littératie en français ou en anglais», indique Scott Murray.

## Un plan ambitieux

Pour régler le problème du faible niveau de littératie des Canadiens, le spécialiste de la statistique a estimé que le gouvernement devrait investir 6,4 milliards en 10 ans.

«Cela ferait en sorte que tous les Canadiens adultes atteindraient au moins le niveau trois. C'est un investissement de taille, mais il permettrait des bénéfices estimés entre 85 % et 300 % de la somme investie, à condition que l'économie canadienne puisse exploiter cette

hausse de productivité des travailleurs. Sans cet investissement, avec le faible taux de fécondité, nous sommes confinés à demeurer avec sensiblement le même nombre de personnes atteignant seulement le niveau un ou deux, ce qui est très inquiétant pour notre économie», affirme-t-il.

Le gouvernement doit aussi faire de la prévention, croit M. Murray, puisque les Canadiens qui se situaient au niveau deux de compétences générales en littératie sont capables de fonctionner dans l'ancienne économie, alors ils ne pensent pas qu'ils ont un problème.

«Toutefois, avec la venue de la nouvelle économie globale, tout va changer rapidement et ils ne seront pas capables de s'ajuster en raison de leur faible niveau de littératie, explique-t-il. Le gouvernement doit lancer des stratégies de marketing dès maintenant pour que ces personnes décident sans tarder d'augmenter leurs capacités et ainsi évitent la catastrophe.»

Collaboratrice du Devoir

49%

des Québécois ont des difficultés de lecture

Aidez-nous à les aider!

Don en ligne :  
www.fondationalphabetisation.org  
ou 1 800 361-9142

**Fondation pour l'alphabétisation**  
Des mots d'espoir

ÉDUCATION  
ALPHABÉTISATION  
CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable: NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

- 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

Journée internationale de l'alphabétisation  
8 septembre

L'ALPHABÉTISATION C'EST L'AFFAIRE DE TOUS!



C'est le temps d'agir ...  
ensemble pour une société  
pleinement alphabétisée!

**FCAF**  
Fédération canadienne pour  
l'alphabétisation en français  
1 888 906-5666 • www.fcaf.net

**TREAQ**  
Table des responsables de l'éducation des adultes et de la  
formation professionnelle des commissions scolaires du Québec  
www.treaqfp.qc.ca

## ALPHABÉTISATION

Fondation pour l'alphabétisation

## « Éprouver des difficultés de lecture est toujours un grand tabou »

« La lecture en cadeau » fête ses 10 ans

Donner un livre neuf à un enfant défavorisé. Voilà ce que propose la campagne «La lecture en cadeau» de la Fondation pour l'alphabétisation depuis maintenant 10 ans. Un petit geste pour monsieur et madame Tout-le-monde qui peut faire toute une différence dans la vie d'un enfant issu d'un milieu défavorisé.

MARTINE LETARTE

Pour bien des jeunes bénéficiaires de «La lecture en cadeau», c'est la première fois de leur vie qu'ils se retrouvent avec un livre neuf entre les mains, constate Maryse Perreault, présidente-directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation.

«Le milieu familial laisse une forte empreinte sur l'enfant, et bien souvent, en milieu défavorisé, les parents en arrachent, entre autres parce qu'ils ont vécu l'échec scolaire. Pour eux, l'école est synonyme de

problème, donc ils n'accordent pas nécessairement une très grande importance à la lecture et à l'éducation. Ces enfants sont donc à risque de décrocher et d'éprouver des difficultés de lecture», affirme-t-elle.

«La lecture en cadeau» invite donc les gens à se présenter au Salon du livre et dans les nombreuses librairies participantes en novembre et en décembre, pendant la course aux cadeaux de Noël, pour acheter un livre pour les enfants de 0 à 12 ans. Les donateurs sont invités à déposer leur livre, qu'ils peuvent dédicacer,

dans la boîte prévue à cette fin. Ils peuvent aussi écrire leurs coordonnées sur une carte postale pour que l'enfant leur envoie un petit mot de remerciement. Les livres, après avoir été triés par groupe d'âge, seront distribués en mai prochain, juste à temps pour les vacances d'été.

«Nous privilégions la lecture en famille», précise Mme Perreault.

## De plus en plus de livres

En neuf ans, «La lecture en cadeau» a rejoint plus de 150 000 enfants, tout en profitant d'une croissance phénoménale.

«La première année du projet, nous avons distribué 2000 livres, alors que, l'année dernière, ce sont près de 30 000 livres que nous avons recueillis. Avec ce nombre, nous pouvons donner des livres à deux classes par école qui se situe dans les deux rangs les plus critiques de l'indice de défavorisation des

écoles du ministère de l'Éducation. C'est certain qu'on aimerait un jour pouvoir donner des livres à toutes les classes de ces écoles défavorisées, mais ça nécessiterait 100 000 livres!», indique Mme Perreault.

Toutefois, la p.d.g. de la Fondation pour l'alphabétisation se réjouit, d'année en année, de la fidélité des donateurs.

«Pour plusieurs familles, participer à «La lecture en cadeau» est devenu un rituel. Plusieurs grandes entreprises québécoises participent aussi aux efforts en encourageant leurs employés à faire des dons. L'an dernier, ce sont plus de 200 entreprises qui ont mis la main à la pâte, ce n'est pas rien!»

Fait intéressant, ce sont généralement les femmes qui achètent le plus de livres à donner aux enfants défavorisés. «Le donateur type est une femme professionnelle dans la trentaine ou la quarantaine qui a des enfants. Ce n'est pas si surprenant, parce qu'on sait que les femmes lisent plus que les hommes. Toutefois, les hommes font plus de dons en argent. Nous, ça ne nous dérange pas, on prend tout! Et l'argent nous donne un très bon coup de main lorsque vient le temps d'achever les livres aux enfants», indique Mme Perreault.

## Calendrier et campagne télé

Pour faire la promotion de la lecture en famille, la Fondation pour l'alphabétisation lancera également un calendrier avec des photographies de Martine Doucet, à qui on doit le livre *Éloges*, dans lequel elle a réuni des clichés de comédiennes qu'elle a croquées dans leur loge. «Cette fois, Martine Doucet a photographié des personnalités connues du public québécois en train de lire avec leurs enfants. C'est important que nos enfants soient en contact avec des livres, qu'ils jouent avec des livres avant leur entrée à l'école, pour qu'ils ne les associent pas à un objet de douleur», indique Maryse Perreault.

Le calendrier sera présenté au grand public lors du lancement de la campagne «La lecture en cadeau», en octobre. D'ici là, la Fondation pour l'alphabétisation prépare une campagne télévisuelle. Un message de sensibilisation sera lancé à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre.

«Nous voulons rejoindre notre public cible, soit les gens qui voudraient entreprendre une démarche d'alphabétisation. Aussi, comme environ un adulte sur deux a de sérieux problèmes de lecture, les gens doivent comprendre qu'ils ont nécessaire-



SOURCE FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION  
Maryse Perreault, présidente-directrice générale de la Fondation pour l'alphabétisation

ment dans leur entourage des personnes qui ont besoin d'aide mais qui n'osent pas sortir de l'ombre, parce qu'éprouver des difficultés de lecture est toujours un grand tabou», affirme Mme Perreault.

## Faire sortir la demande

Avec son message télé, la Fondation pour l'alphabétisation essaie d'amener plus de personnes dans le besoin à consulter les ressources à leur disposition. «Parce que, dans le domaine de l'alphabétisation, ce n'est pas l'offre d'organismes de formation qui constitue le problème, mais la difficulté d'amener les gens à les consulter», précise Mme Perreault.

Ainsi, la Fondation pour l'alphabétisation encourage les personnes aux prises avec ce problème et leurs proches à composer le numéro de leur ligne téléphonique: 1 (800) 361-9142.

«Un appel dure en moyenne 25 minutes, parce que les gens ont d'abord besoin de parler de leur situation difficile, de se confier. En-

te, nous leur proposons des ressources près de chez eux et nous leur proposons même d'établir le premier contact ensemble avec la ressource, en conférence à trois. Ainsi, la glace est brisée et la personne se sent accompagnée», ajoute-t-elle.

Ensuite, la difficulté ou la facilité avec laquelle la personne effectuera sa démarche d'alphabétisation dépendra beaucoup de son profil, précise Mme Perreault, qui a travaillé longtemps dans des organismes de formation. «Par exemple, des Africains qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école auparavant progresseront généralement très bien. C'est plus difficile pour les gens qui ont déjà été confrontés à l'échec scolaire et qui sont convaincus qu'ils ne sont pas capables d'apprendre. Il faut changer leur perspective, et c'est ça qui est difficile.»

Pour plus d'information: <http://www.fondationalphabetisation.org>.

Collaboratrice du Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«La lecture en cadeau» invite donc les gens à se présenter au Salon du livre et dans les nombreuses librairies participantes en novembre et en décembre, pendant la course aux cadeaux de Noël, pour acheter un livre pour les enfants de 0 à 12 ans.



FÉDÉRATION  
AUTONOME DE  
L'ENSEIGNEMENT

60 ans après l'instauration de l'école obligatoire et 38 ans après la première journée internationale de l'alphabétisation, un Québécois sur cinq éprouve toujours des difficultés importantes en lecture et en écriture.

C'est consternant quand on sait que l'alphabétisation est un outil essentiel pour l'avancement individuel et le progrès collectif d'une société.

Au nom de ses 27 000 membres engagés en éducation, la FAE rappelle qu'il y a des solutions pour éradiquer l'analphabétisme. Parmi elles :

- l'enseignement plus systématique du français ;
- l'accès plus précoce au pré-scolaire en milieu défavorisé assorti à une lutte réelle contre la pauvreté ;
- le dépistage rapide des élèves en difficultés et le soutien adéquat ;
- et l'accès à l'éducation pour les adultes qui souhaitent s'alphabétiser.

Passionnément...  
depuis 20 ans

Fédération autonome du collégial

[www.lafac.qc.ca](http://www.lafac.qc.ca)

L'accès à la formation de base  
Une question d'équité et de solidarité sociale



À la FTQ, on s'en occupe !

## ALPHABÉTISATION

Une question de persévérance

## Les enseignants en alphabétisation ont eux aussi un manuel

« Seulement 5 % des adultes considérés comme peu scolarisés décident de retourner aux études en vue de s'alphabétiser »

Une équipe d'experts de l'UQAR vient de faire paraître un ouvrage de référence destiné aux acteurs responsables d'alphabétiser une partie de la population; on y traite notamment d'autoefficacité, de contrôlabilité, de résilience, d'engagement et d'immédiateté.

THIERRY HAROUN

Les Éditions Appropriation, de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), viennent de publier un manuel intitulé *La Persévérance des adultes en alphabétisation; modèle théorique et fiches pratiques*, dont l'édition a été dirigée par Jean-Yves Lévesque et Nathalie Lavoie, tous deux professeurs-chercheurs au département des sciences de l'éducation de l'UQAR. Shanoussa Aubin-Horte a agi à titre d'assistante de recherche.

Ce document est destiné aux enseignants qui œuvrent en alphabétisation des adultes. Imprimé à quelque 250 exemplaires, cet ouvrage de référence a récemment été distribué dans toutes les commissions scolaires francophones et les organismes d'action communautaire autonome, précise Jean-Yves Lévesque. «Le but principal de notre ouvrage, dit-il, est de tenter d'apporter des solutions aux difficultés qu'ont certains adultes à s'alphabétiser. D'autre part, il s'agit de favoriser la persévérance chez ceux qui ont décidé de s'engager dans un parcours d'alphabétisation, en souhaitant qu'ils n'abandonnent pas.»

## Des chiffres qui parlent

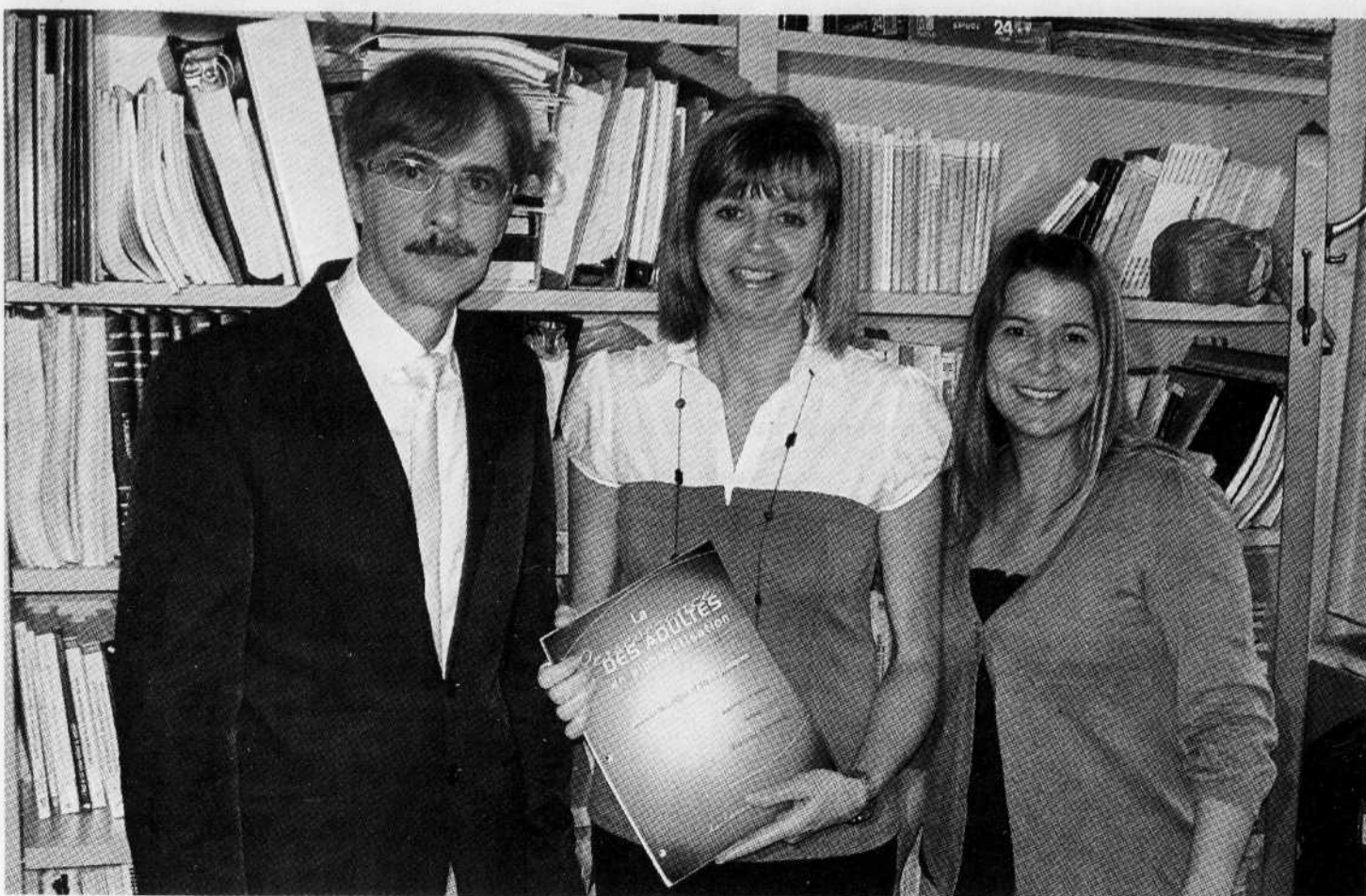
M. Lévesque tient aussi à rappeler quelques constats troublants, histoire de mettre en perspective son travail de recherche. «Au Québec, la moitié des gens âgés de 16 à 65 ans n'atteignent pas le niveau trois de littératie, un niveau considéré comme nécessaire pour s'adapter à la société. De plus, seulement 5 %

des adultes considérés comme peu scolarisés décident de retourner aux études en vue de s'alphabétiser.»

Plus encore, l'ouvrage de l'UQAR avance d'autres constats non moins probants. Ainsi, selon un profil statistique du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) produit en 2006, il est dit que, en 2002-2003, les trois quarts des personnes inscrites en alphabétisation dans les commissions scolaires l'étaient à un seul trimestre durant l'année, et ce, principalement au trimestre d'automne. En outre, si 13 331 personnes étaient inscrites en alphabétisation en 2001-2002, c'est plus de la moitié d'entre elles (53 %) qui ont quitté complètement la formation générale des adultes en 2002-2003.

Aussi, selon une autre enquête du MELS conduite auprès de vingt commissions scolaires et leurs centres d'éducation des adultes et de formation professionnelle, il a été observé que, au cours d'une période de trois mois en 2002, 14,8 % des nouveaux inscrits en alphabétisation ont quitté le centre d'éducation au cours des trois premières semaines de formation. C'est d'ailleurs en alphabétisation, note-t-on, que la proportion des retraits des nouveaux inscrits à l'intérieur des trois premières semaines de l'activité est la plus élevée.

Enfin, cet ouvrage souligne que le seul fait de maintenir les adultes en formation est un défi constant, ajoutant que la Politique gouvernementale d'éducation et de formation continue en a d'ailleurs fait l'une de ses priorités dans le cadre de l'orientation appelée «Lever des



Les auteurs du manuel sur l'alphabétisation des adultes, Jean-Yves Lévesque et Nathalie Lavoie, tous deux professeurs-chercheurs au département des sciences de l'éducation de l'UQAR, en compagnie de Shanoussa Aubin-Horte, assistante de recherche.

obstacles à l'accessibilité et à la persévérance».

## Des notions-clés

Plusieurs éléments-clés ponctuent ce manuel pour mieux accompagner l'enseignant dans sa démarche. Il y a ce que les auteurs appellent la «contrôlabilité», à savoir que la motivation de l'adulte est influencée par la perception du contrôle qu'il a sur sa réussite et sa performance. Il est aussi question de résilience, qui réside dans la capacité de faire face de manière effective à un stress ou à une difficulté. On y parle

aussi d'engagement et d'immédiateté (qui renvoie à la préoccupation, chez l'ensemble du personnel du centre d'éducation, de répondre le plus rapidement possible aux besoins de l'adulte en formation).

On note enfin le «sentiment d'autoefficacité», qui désigne la croyance d'une personne en ses capacités à réaliser une tâche ou une action dans une situation donnée. À ce titre, il est dit que «l'idée que l'adulte se fait de ses compétences vis-à-vis d'une tâche d'apprentissage ou d'une matière scolaire en particulier influence, consciemment ou non, son

attitude, c'est-à-dire son engagement, sa motivation, son niveau d'effort et sa persévérance dans l'accomplissement de cette dernière».

«Dans notre ouvrage, rappelle Nathalie Lavoie, on a toute une section où l'on propose des activités à faire avec les adultes.» Par exemple, poursuit-elle, sur le thème de l'autoefficacité, «nous avons une activité intitulée «Une personne inspirante». Dans cette optique, on propose à l'intervenant de trouver dans son milieu une personne qui a suivi une démarche en alphabétisation et qui a réussi.

Ce sont des exemples d'activité. Les professeurs peuvent aussi les adapter en fonction des besoins de leur clientèle respective.»

Jusqu'à maintenant, cet ouvrage semble avoir été bien reçu par le milieu de l'éducation, selon M. Lévesque. «On a déjà reçu une invitation, dit-il, pour aller dans la région de Québec afin de présenter notre modèle et y travailler dans le cadre d'un projet pour soutenir la persévérance en matière d'alphabétisation.»

Collaborateur du Devoir

## Formation des adultes

## Les syndicats sont toujours dans l'attente d'un nouveau plan d'action

« Les efforts qui ont été consentis durant les trois ou quatre dernières années commencent à porter fruit »

Depuis 2007, le Québec se retrouve sans cadre politique renouvelé dans le domaine de la formation des adultes. Au cours de la dernière année, plusieurs partenaires ont travaillé à l'élaboration d'une nouvelle politique, qui devrait voir le jour et s'appliquer incessamment. Les syndicats étaient de la partie et fondent de l'espoir au sujet de cette prise de position gouvernementale qui tarde à voir le jour.

RÉGINALD HARVEY

Vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Denise Boucher rappelle

que le dernier congrès de ce mouvement a servi à faire mousser les efforts dans le but de sensibiliser l'ensemble des membres à l'importance primordiale de la formation:

«On avait des propositions qui allaient dans le sens d'indiquer aux syndicats de s'investir dans la formation, de leur demander d'augmenter et de relever leurs compétences. Le congrès a aussi servi à entendre des expériences vécues dans certains syndicats: ces exemples d'objectifs à atteindre et de succès remportés aident la cause. On poursuit dans ce sens-là.»

Pour la suite des choses, la syndicaliste lance quelques fleurs au gouvernement Charest, qui a mis sur pied le Pacte pour l'emploi: «Il y a, à l'intérieur de celui-ci, une pré-

occupation envers le rehaussement des compétences et l'aide aux entreprises, ce qui appelle à un investissement collectif sur le plan de la formation.» Aussitôt, elle affiche une petite déception concernant le retard accusé dans la mise en place du plan d'action quinquennal 2008-2013 pour la formation des adultes.

La Commission des partenaires du marché du travail, à laquelle elle siège, s'est entendue pour reconnaître le caractère prioritaire, dans ce plan, de l'alphabétisation et de la francisation: «Malgré cela, ce dernier n'est toujours pas arrêté



Denise Boucher, vice-présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)

ou déposé. Il me semble que le plan gouvernemental fournirait une occasion d'effectuer un virage important qui s'impose, comme je l'ai souvent dit et comme je le répète. Celui-ci servirait à nous enrichir collectivement et rendrait tout le monde capable, en acquérant des compétences et en rehaussant ses qualifications, d'affronter tout ce qui risque de se produire, soit des crises, des nouveaux aménagements et des changements technologiques.»

## Une FTQ confiante

Louise Miller, responsable du dossier de la formation à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), se penche sur les attentes actuellement vécues en matière de formation des adultes: «Dans le cadre des travaux des partenaires du marché du travail, on a travaillé beaucoup à développer des nouveaux modes de formation qui s'adressent à des gens qui sont peu qualifiés. On s'attend à ce qu'il y ait des résultats importants du côté de la qualification de la main-d'œuvre en emploi au cours de la prochaine année; les efforts qui ont été consentis durant les trois ou quatre dernières années commencent à porter fruit.»

Le temps de la transition étant achevé, voici venu celui de la réalisation: «Les milieux de travail commencent à manifester un intérêt, parce qu'il existe des modèles qui sont à la fois peu coûteux pour l'employeur et qui sont intéressants pour les travailleurs.»

À la suite du changement de garde à Québec, le plan d'éducation des adultes a été mis sur la glace pendant un certain temps. Tout comme sa collègue de la CSN, elle déplore un certain retard dans le cheminement de ce dossier, mais elle accorde un vote de confiance au gouvernement pour l'avenir: «Je dirais que l'arrivée de la ministre Courchesne à l'Éducation, qui avait été auparavant sensibilisée aux besoins de formation de la main-d'œuvre au ministère de l'Emploi, a facilité beaucoup la relance des travaux portant sur la politique gouvernementale.»

Elle résume la situation: «Il y a toute une opération de révision qui s'est déroulée pendant les deux dernières années, et le plan d'action de l'éducation des adultes est à la veille d'être appliqué pour les cinq

VOIR PAGE G 5: SYNDICATS

**Vive les comptines chatouillées et les lectures collées!**

10 ans de savoir-faire et de savoir-être pour accompagner les parents dans les plaisirs en famille autour des mots et des livres

Fédération québécoise des organismes communautaires Famille

www.fqocf.org

**espace alpha**

Le portail francophone de l'alphabétisation au Québec

**10 ans déjà!**

www.alpha.cdeacf.ca

## ALPHABÉTISATION

Les jeunes et le travail

Les employeurs recherchent  
« les compétences transversales »

Il se produit « une dépréciation du diplôme sur le marché du travail »

« Mieux vaut aller une année sur le marché du travail pour prendre de l'expérience, que de perdre une année à l'école! » Ce qu'un jeune dit, plus d'un autre le pense. Et de constater en prime qu'un garagiste souvent gagne plus qu'un universitaire avec des post-doctorats, le pas est alors vite franchi: un diplôme est-il vraiment utile? Quand formation et expérience s'affrontent.

CLAUDE LAFLEUR

Le monde du travail a fondamentalement changé, surtout pour les jeunes qui tentent de s'y intégrer. Mircea Vultur, chercheur à l'INRS-Urbanisation, culture et société, constate en effet que les diplômés n'ont guère plus de valeur. « Dans l'une de mes enquêtes, un directeur de ressources humaines m'a confié: "La formation reçue n'a pas une grande importance à mes yeux, les diplômés ne comptent pas... Ce qui m'intéresse, c'est la façon selon laquelle la personne applique ses connaissances: je veux voir son intelligence à l'œuvre!" »

Par conséquent, les jeunes ont développé de nouvelles stratégies d'insertion en emploi. « Par exemple, poursuit le chercheur, lors d'une autre enquête, j'ai observé la stratégie de l'abandon des études, un jeune m'ayant tout bonnement dit: "Mieux vaut aller une année sur le marché du travail pour prendre de l'expérience, que de perdre une année à l'école!" »

Professeur associé à l'université Laval, Mircea Vultur est également coprésident du comité international de recherche Sociologie du travail et responsable de l'Observatoire jeunes et société. « Mon champ de recherche principal, dit-il, c'est tout ce qui concerne l'insertion professionnelle des jeunes, la relation formation et emploi ainsi que les modes de recrutement des entreprises. Donc: les jeunes et le travail. » L'Observatoire jeunes et société, qu'il dirige depuis un an, est un regroupement de chercheurs qui proviennent de diverses disciplines et de plusieurs universités québécoises, canadiennes et internationales et qui étudient divers aspects de la jeunesse.

## Un monde fondamentalement différent

Des années de recherches ont mené M. Vultur à dresser plusieurs constats qui révèlent à quel

point les défis qu'ont à relever les jeunes d'aujourd'hui diffèrent de ceux qui prévalaient dans les années 1960 et 1970.

« Pour comprendre ce qui se passe, indique-t-il, il faut savoir que les emplois sont maintenant abondants pour les jeunes et qu'il est relativement facile pour eux de trouver quelque chose qui correspond à leurs attentes. » En fait, le chercheur observe déjà les effets des pénuries de main-d'œuvre dont on parle depuis des années.

Par contre, son premier constat est la surabondance du nombre de diplômés. « Par rapport aux générations précédentes, une plus grande proportion de jeunes sont aujourd'hui diplômés, indique-t-il. Or cela crée une dépréciation du diplôme sur le marché du travail. Autrement dit, comme l'offre de jeunes diplômés est grande, cette valeur est faible. » C'est là tout bonnement l'application du principe de l'offre et de la demande — la rareté crée la valeur, et vice versa — au marché de l'emploi.

Deuxième constat: M. Vultur observe une rupture entre les systèmes d'éducation et les besoins des entreprises. « Dans les années 1960, explique-t-il, chaque emploi correspondait à une formation et le couplage entre les systèmes d'éducation et les emplois était ajusté. Tandis que, aujourd'hui, les diplômés ne reflètent plus les compétences qui sont recherchées sur le marché du travail... »

Il observe d'ailleurs — troisième constat — qu'un grand nombre de diplômés occupent des fonctions nettement inférieures à leurs qualifications: « Des bacheliers qui occupent un boulot de secrétaire, si vous voulez », résume-t-il. « C'est ce qu'on appelle le phénomène du déclassement, poursuit le chercheur. On estime ainsi que 40 % des détenteurs d'une maîtrise sont surqualifiés en regard de l'emploi qu'ils occupent. Ce phénomène touche même des proportions de plus en plus importantes de jeunes. »



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La diplomation n'est pas nécessairement payante. Aujourd'hui, un garagiste peut gagner beaucoup plus qu'un diplômé avec doctorat et postdoctorat.

On assiste ainsi à une dévalorisation des diplômes, les employeurs ne considérant plus que ceux-ci reflètent réellement les compétences. Ainsi, dans ses recherches effectuées auprès des entreprises, Mircea Vultur constate que le premier critère de recrutement n'est pas le niveau de formation, mais l'expérience. « C'est la compétence acquise par l'expérience qui compte avant tout, observe-t-il. De fait, les employeurs demandent de plus en plus des capacités individuelles d'initiative, des capacités de travail en équipe, des capacités de consultation, etc. Ils recherchent les compétences transversales. » Autrement dit, « l'intelligence à l'œuvre... », comme le relaïait un directeur de ressources humaines.

## Nouvelles stratégies d'emploi

« Le fonctionnement du marché du travail a profondément changé,

relate le chercheur de l'INRS-Urbanisation, culture et société. L'expérience ayant beaucoup plus d'importance, de même que les qualités individuelles, des jeunes qui n'ont pas de diplôme arrivent fort bien à tirer leur épingle du jeu. » Mircea Vultur a même observé une stratégie délibérée d'abandon des études! « C'est un nouveau phénomène, dit-il, les jeunes qui abandonnent leurs études parce qu'ils parviennent à occuper des emplois qui leur conviennent très bien. »

Il a ainsi mené une enquête auprès de jeunes qui ont quitté le secondaire avant l'obtention d'un diplôme et il a relevé d'étonnantes succès stories. Ainsi, il évoque un jeune qui, à 24 ans seulement et sans diplôme d'études secondaires, résidait confortablement sur le bord d'un lac, avec femme et enfant, tout en gagnant 120 000 \$ par année (en

opérant de la machinerie lourde sur un chantier). « C'était son rêve... », note le chercheur. Ce jeune avait même abandonné ses études par bravade en affirmant: "Je vais réussir sans diplôme, je vais vous le montrer!" Et il l'a fait. »

Le chercheur a ainsi étudié la situation dans laquelle des jeunes se trouvaient quatre années après avoir quitté l'école sans obtenir de diplôme et il a constaté que plus de la moitié d'entre eux avaient un emploi qui correspondait à leurs attentes, un emploi qu'ils comptaient garder à long terme.

« Autrement dit, le discours qui veut que les jeunes sans diplôme sont pratiquement tous logés dans des branches inférieures du marché du travail, ça ne correspond pas tout à fait à la réalité, conclut-il. On voit que les jeunes qui interrompent leurs études s'insèrent très bien dans le marché du

travail. » De fait, souligne-t-il, le taux de chômage chez eux a considérablement diminué ces dernières années.

« Il ne s'agit pas ici de faire un discours contre la formation, bien sûr que non, mais je suis forcé de constater que la diplomation n'est pas nécessairement payante, résume M. Vultur. Après tout, même mon garagiste gagne beaucoup plus que moi... qui ai pourtant plusieurs doctorats et postdoctorats! », caricature-t-il en riant.

« Dans les faits, le discours prônant qu'il suffit de diplômer davantage de jeunes pour améliorer leur situation est faux, tranche-t-il. Il ne s'agit pas de former des jeunes [à tout prix], mais il faut savoir à quoi on les forme et, surtout, comment on les forme... parce que, autrement, on fait du gaspillage de ressources humaines. »

Collaborateur du Devoir

## SYNDICATS

« Employeurs et syndicats souhaitent vraiment que le prochain plan fasse de l'alphabétisation une priorité, de façon à ce que les personnes les moins scolarisées puissent être qualifiées rapidement »



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'arrivée de la ministre Michelle Courchesne à l'Éducation, qui avait été auparavant sensibilisée aux besoins de formation de la main-d'œuvre au ministère de l'Emploi, a facilité beaucoup la relance des travaux portant sur la politique gouvernementale, selon Louise Miller, responsable de la formation à la FTQ.

SUITE DE LA PAGE G 4

prochaines années. Les partenaires ont travaillé là-dessus de février à mai et les gens de l'Éducation ont fait de même. Je crois qu'ils devaient prendre l'été pour ramasser tout ce travail et bâtir le plan. »

Elle dégage un des points majeurs sur lequel se sont entendus le milieu syndical et l'ensemble des partenaires: « La grande faiblesse, du côté du premier plan, s'est située du côté de l'alphabétisation. Il y a eu des avancées sur la formation de base et sur le développement de services et d'activités, mais, pour les personnes davantage dans le besoin, cela a très peu bougé. Employeurs et syndicats souhaitent vraiment que le prochain plan fasse de l'alphabétisation une priorité, de façon à ce que les personnes les moins scolarisées puissent être qualifiées rapidement, ce qui est notamment très clair pour la FTQ. »

## La FAE et son point de vue

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) regroupe neuf syndicats de l'enseignement et quelque 27 000 enseignants. Ce mouvement représente près de 50 % des enseignants qui, au Québec, travaillent dans les secteurs de la formation professionnelle et de

l'éducation des adultes. Pierre Saint-Germain préside la FAE, qui a émis un avis contenant une vingtaine de recommandations destinées au ministère de l'Éducation sur la reconduction du Plan d'action 2008-2013:

« Pour nous, ce qui est le plus important, c'est que le ministère de l'Éducation soit le maître d'œuvre de l'éducation des adultes. Il y a plusieurs intervenants dans ce dossier-là, et, quand on parle de celle-ci, il y a les ministères de l'Emploi et de l'Immigration qui interviennent là-dedans; bref, on retrouve divers ministères avec différents objectifs. »

Il précise sa pensée: « Si on veut parler d'éducation des adultes en fonction d'une formation davantage axée sur un accès au marché du travail, nous, on souhaite qu'une telle démarche leur offre aussi une formation de base qui serve aux gens à se scolariser, et pas seulement à devenir aptes à exercer un métier tellement circonscrit et spécialisé qu'on ne peut considérer cette dernière comme qualifiante. » Au moment de quitter un emploi, les gens ont intérêt à s'inscrire dans un processus qui les rend capables de se replacer ou de se relocaliser: « On souhaite donc que le ministère de l'Éducation en soit le maître d'œuvre, tout en reconnaissant que d'autres intervenants ont leur mot à

dire sur cette question. Le tout devrait être réalisé à l'intérieur du réseau des commissions scolaires par le biais du ministère. »

La FAE défend aussi la cause du soutien aux élèves en formation des adultes: « On parle autant des jeunes de 16 ans ou plus que des personnes plus âgées. Il y a des mesures gouvernementales qui pourraient être prises pour faciliter la fréquentation des cours. On pourrait prévoir pour eux des congés payés, on pourrait leur offrir un financement plus adéquat et de l'aide. »

Il poursuit avec cette comparaison: « On parle beaucoup des élèves en difficulté d'apprentissage, mais il ne faut pas oublier que, dans le cas des adultes qui retournent à l'école, certains étant analphabètes et d'autres sous-scolarisés, plusieurs éprouvent aussi de sérieux problèmes qui diffèrent de ceux du secteur des jeunes. Dans certains cas, ils pourraient avoir besoin d'un travailleur social et, dans d'autres, d'un psychologue pour les soutenir. Si, devenus adultes, ces gens en sont rendus à ce stade d'analphabétisme, cela veut dire que, précédemment, dans leur prime jeunesse et leur adolescence, ils ont eux aussi rencontré leur lot de difficultés. »

Collaborateur du Devoir

## Éducation des adultes

Afin de donner de vraies chances de réussite à des milliers de raccrocheurs,  
**il faut agir maintenant!**

Centrale des syndicats du Québec



**Fédération des syndicats de l'enseignement (CSQ)**  
Enseigner, c'est s'engager de A à Z.

## ALPHABÉTISATION

Contre l'analphabétisme

## L'éducation populaire adapte ses programmes aux situations sociales

« La lutte contre l'analphabétisme est aussi une lutte contre la pauvreté et la précarité »

Ce n'est pas d'hier que les groupes d'éducation populaire participent à l'alphabétisation au Québec. Déjà, au début des années 80, ils se sont réunis afin de mieux cerner leur action. Et, aujourd'hui, ils sont encore bien présents dans le paysage de l'alphabétisation.

PIERRE VALLÉE

« Au départ, explique Caroline Meunier, porte-parole du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), l'idée du regroupement était de se donner un lieu d'échange concernant les pratiques et la pédagogie en alphabétisation. » Au fil des ans, le RGPAQ est devenu une voix politique.

« Nous avons maintenant trois missions principales. Il y a d'abord, évidemment, le développement des pratiques en alphabétisation. Mais nous faisons aussi la promotion de la défense des droits des personnes en alphabétisation et la promotion de l'approche d'éducation populaire en alphabétisation. »

Le RGPAQ compte présentement 77 groupes d'éducation populaire en alphabétisation répartis un peu partout sur le territoire québécois, autant en milieu urbain que rural. « Certains de nos groupes ont quarante ans d'existence. »

Il existe aussi un second regroupement, celui-ci anglophone. Au total, on compte 133 groupes populaires en alphabétisation au Québec. Ils sont tous reconnus et financés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, grâce au Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE).

## Une démarche particulière

Les groupes en éducation populaire ne sont pas les seuls à agir sur le terrain de l'alphabétisation au Québec, puisque les commissions scolaires ont aussi mis en place leurs propres programmes.

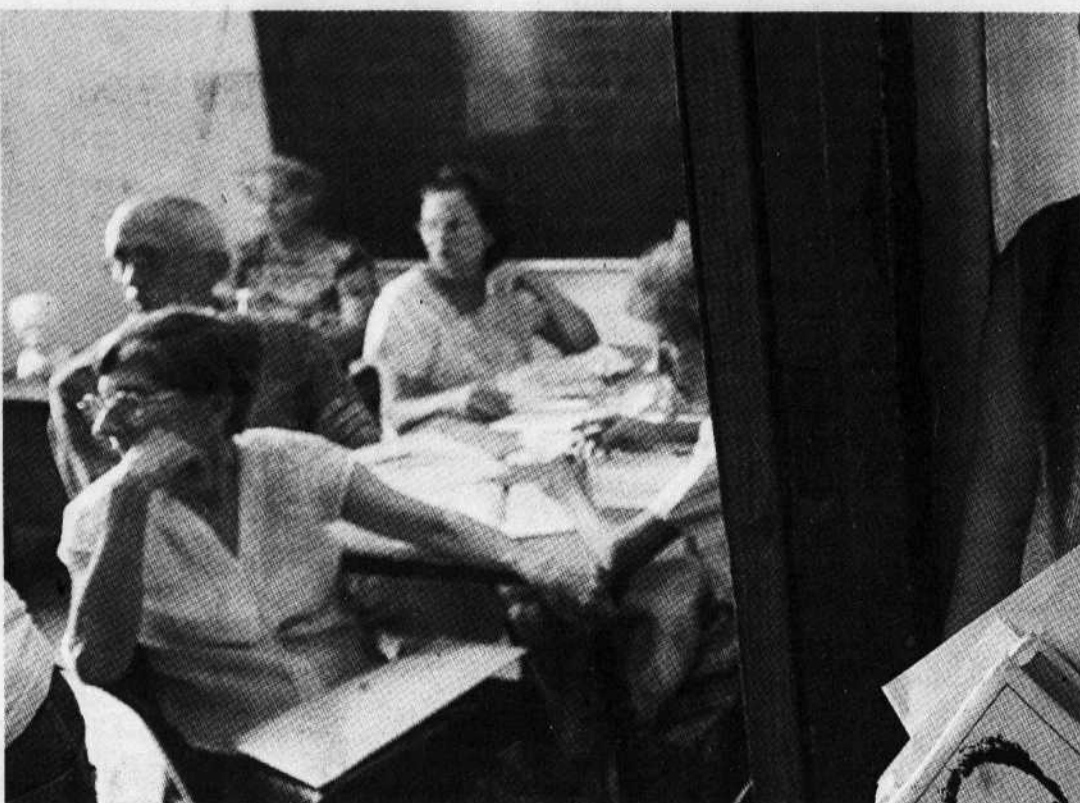
Mais la démarche proposée par les groupes en éducation populaire diffère passablement de celle des commissions scolaires.

« Chez nous, la démarche est collective. Ce ne sont pas des enseignants mais des formateurs, ce n'est pas une classe mais un atelier, et les élèves sont des participants. De plus, nous travaillons en petits groupes de cinq à sept personnes. »

De plus, cette démarche collective prend en compte le vécu des participants. « Nous tenons compte des besoins particuliers des participants. Par exemple, si une personne vient de recevoir un avis d'éviction de son logement, nous nous en servons comme outil pédagogique en atelier. Mais, en même temps, nous l'aiderons dans la défense de ses droits. Il se peut aussi que d'autres participants éprouvent des problèmes semblables. La démarche collective encourage la prise de parole et permet d'aborder des problèmes autres que celui de l'alphabétisation. »

Comme les groupes d'éducation populaire sont bien implantés dans leurs milieux et ont des liens avec les autres organismes communautaires, il est donc facile d'orienter le participant vers la ressource appropriée. « La lutte contre l'analphabétisme, selon la philosophie des groupes d'éducation populaire, c'est aussi la lutte contre la pauvreté et la précarité. »

Cette démarche respecte aussi le rythme d'apprentissage des participants et tient compte du fait qu'ils sont des adultes. « Un adulte n'apprend pas comme un enfant. Autrefois, on calquait la pédagogie pour les enfants sur celle pour les adultes. Ce n'est plus le



CLAUDIA DAUT REUTERS

La démarche des groupes populaires en alphabétisation respecte le rythme d'apprentissage des participants et tient compte du fait qu'ils sont des adultes.

cas. Les groupes d'éducation populaire ont été très inventifs et nous faisons aujourd'hui de plusieurs outils pédagogiques bien adaptés à cette clientèle. »

Sans compter que la démarche en alphabétisation préconisée par les groupes d'éducation populaire ne se limite pas uniquement à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. « Évidemment, c'est la base, mais nous travaillons beaucoup à développer l'estime de soi des participants et à favoriser leur autonomie. »

## Une clientèle multiple

On aurait tort de croire que la clientèle qui fréquente les groupes

d'éducation populaire en alphabétisation est du même moule. Au contraire, elle est plutôt multiple. On y trouve autant des personnes âgées, ayant peu ou pas de scolarité, que des jeunes qui, même s'ils ont été sur des bancs d'école de 6 à 16 ans, éprouvent encore des difficultés avec la lecture et l'écriture.

Et les raisons pour lesquelles ces personnes frappent aux portes des groupes d'éducation populaire sont aussi multiples. « Il y a des grands-parents qui s'inscrivent parce qu'ils aimeraient faire la lecture à leurs petits-enfants. Il y a des personnes dont le conjoint décédé s'occupait des affaires de la maison et qui se trouvent maintenant dépour-

vus. Il y a des parents qui ont des enfants à l'école et qui se trouvent vite dépassés, ne pouvant plus aider leurs enfants. Les objectifs sont multiples et nous en tenons compte dans notre démarche. »

Il y a aussi une nouvelle clientèle qui fait son apparition. D'abord, celle des travailleurs que l'on doit recruter à la suite de la fermeture d'une usine, par exemple. « On leur offre souvent des formations pointues, orientées vers l'employabilité, mais plusieurs études démontrent qu'il est souvent préférable de revenir à la base. La démarche est plus longue, mais les personnes ont davantage confiance en elles et les échecs sont moins nombreux. »

Il y a ensuite la clientèle immigrante. « De plus en plus d'immigrants se présentent chez nous. Nous ne faisons pas de francisation, mais certains de ces immigrants ont des carences dans leur propre langue maternelle. C'est un phénomène nouveau, celui de l'alphabétisation, qui nous préoccupe présentement. »

## Dossiers chauds

Le RGPAQ mène présentement deux batailles qui visent à favoriser l'accès à l'alphabétisation au Québec. La première concerne l'accessibilité financière pour les participants. Bien que la formation soit gratuite, il n'en reste pas moins que certains obstacles financiers peuvent décourager les participants. « On voudrait que les participants aient une aide financière pour le transport, les frais de garderie et les autres coûts indirects. La décision de s'inscrire dans une démarche d'alphabétisation est difficile à prendre. Un participant m'a déjà raconté qu'il avait rôdé un an autour d'un groupe d'éducation populaire avant d'avoir le courage d'aller frapper à la porte. Alors, il ne faut surtout pas que, en plus, il y ait des obstacles financiers. »

La seconde bataille concerne le seuil d'éducation populaire en alphabétisation. Bien que ce financement se soit accru l'an dernier de 1,5 million, il n'en demeure pas moins que chaque groupe reçoit environ 90 000 dollars par année pour l'ensemble de ses activités.

« Présentement, au Québec, on rejoint seulement 2 % des personnes qui ont besoin d'aide en alphabétisation. On fait beaucoup d'efforts de sensibilisation pour augmenter ce nombre, mais il faut aussi avoir la capacité de répondre à cette demande. Nous, on veut bien, si l'on nous en donne les moyens. »

Collaborateur du Devoir

Le dur combat de la TRÉAQFP

## « La formation en entreprise est le dossier de l'heure »

Un nouveau bulletin pédagogique appelé *Hebdo Info* sera produit dès la mi-septembre

Il y a une trentaine d'années, une bande de passionnés en éducation des adultes s'est dotée d'une association afin de promouvoir leur champ d'intérêt auprès des commissions scolaires et des gouvernements. Ils ont ainsi fondé la Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des adultes et de la formation professionnelle des adultes du Québec (TRÉAQFP).

CLAUDE LAFLEUR

« La TRÉAQFP a été créée par des gestionnaires hors de l'ordinaire afin de donner une meilleure voix à l'éducation des adultes au sein des commissions scolaires du Québec, mais aussi auprès de divers partenaires, dont le ministère de l'Éducation, » relate Louise Dionne, secrétaire générale de l'organisme.

Il s'agit d'un regroupement autonome — en aucun cas d'une agence gouvernementale — géré par des spécialistes en éducation des adultes. Au fil des ans, cette table des responsables a ajouté à son créneau la formation professionnelle et les services de sensibilisation auprès des entreprises.

## Des outils de sensibilisation et d'aide à l'alphabétisation

« Ce que nous faisons?, de dire Mme Dionne. Nous intervenons auprès des différents ministères — Éducation, Emploi et Solidarité, Industrie et Commerce, etc. — ainsi qu'auprès de partenaires pour favoriser et promouvoir l'offre de services éducatifs de qualité et accessibles à l'ensemble des adultes, et plus particulièrement aux jeunes. »

« En fait, la TRÉAQFP se préoccupe beaucoup d'alphabétisation et de formation de base en entreprise, » ajoute Diane Pouliot, responsable du volet alpha qui décide de suivre une formation professionnelle à possiblement des difficultés à lire, explique-t-elle. Il

s'agit souvent d'un « faible lecteur », de quelqu'un qui sait lire et écrire, mais qui peut éprouver de la difficulté à comprendre des textes simples. » Elle rappelle qu'on dénombre de 800 000 à un million de Québécois âgés de 16 à 65 ans qui éprouvent des difficultés à différents degrés. « Sur le marché du travail, ces gens-là ne sont pas nécessairement fonctionnels et il faut les aider. »

## Sensibiliser d'abord

La TRÉAQFP ne fait pas de l'alphabétisation proprement dite, mais en plus de son rôle de sensibilisation auprès des organismes qui doivent s'en préoccuper, elle produit des outils visant à assister les professionnels du domaine. C'est ainsi que l'un des outils en préparation est un DVD qui sera remis aux directions d'entreprise pour les sensibiliser aux problèmes — et aux solutions — en formation professionnelle et en alphabétisation.

« La formation en entreprise, c'est le dossier de l'heure, indique Mme Dionne, et particulièrement le maintien et l'augmentation d'une main-d'œuvre qualifiée. Le dossier chaud, c'est donc la formation de base en entreprise. On s'est dit qu'on allait offrir un outil de plus aux commissions scolaires afin qu'elles puissent faire de la sensibilisation auprès des entreprises... Il faut informer les travailleurs et les employeurs, dont les directeurs des ressources humaines. »

Par ailleurs, la TRÉAQFP publie un bulletin d'information qui s'adresse tant aux gestionnaires qu'aux professionnels de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes. « Entre autres, nous leur donnons de l'information sur la façon d'augmenter les capacités de lecture des faibles lecteurs, » précise Mme Pouliot.

L'organisme recense en outre « les bons coups » qui se font dans les écoles et les commissions scolaires un peu partout au Québec. « Par exemple, notre site Internet présente 45 projets d'activités sur la persévérance scolaire, sur le maintien des capacités de lecture, sur la prévention à l'alphabétisation grâce à des projets d'aide à l'écrit, » rapporte Louise Dionne. « On en présente 45, mais il y en a bien davantage, » souligne Mme Pouliot. Ceux que nous pré-

sentons ici ont été analysés et validés comme des projets fort valables... »

La Table produit en outre un « merveilleux petit outil d'aide à la lecture ». « Chaque semaine, à partir de la mi-septembre, nous produisons un bulletin pédagogique appelé *Hebdo Info*, qui résume en deux pages l'actualité rapportée dans les médias, » explique Mme Pouliot. Cette feuille volante se veut un outil pédagogique qui permet entre autres aux enseignants d'amorcer des discussions sur du contenu de texte d'actualité en encourageant les « faibles lecteurs » à s'informer au moyen de résumés. « C'est un outil qui sert à augmenter les capacités de lecture des gens, indique Mme Pouliot, qui satisfait grandement les utilisateurs. En effet, lors de notre évaluation au printemps, nous avons constaté que les enseignants adorent cet outil parce que cette brève revue de presse stimule l'intérêt et la curiosité pour la lecture. »

## Une étonnante embûche de plus sur le chemin de l'alphabétisation

Au même titre que la TRÉAQFP, une multitude d'organismes communautaires, d'écoles et de commissions scolaires se préoccupent activement de l'alphabétisation — un problème de taille, compte tenu de la société du savoir, de l'information et des technologies informatiques à laquelle nul ne peut échapper. Toutefois, le monde de l'alpha se trouve confronté à un nouvel obstacle aussi inattendu qu'inexplicable: des réductions budgétaires du gouvernement fédéral.

« Saviez-vous que le gouvernement fédéral a coupé pratiquement toutes les subventions qu'il accordait aux projets d'alphabétisation que font des organismes comme le nôtre? », lance la secrétaire générale de la TRÉAQFP. « Eh bien, oui, poursuit le responsable du volet alpha. Pour nous, ça correspond à une somme de 100 000 \$ — un bien petit montant [pour le gouvernement fédéral] mais qui représente beaucoup pour nous... » « Et c'est la même chose pour tous ceux et celles qui œuvrent en alpha », de renchérir Mme Dionne.

C'est ainsi que la TRÉAQFP dispose actuellement des fonds nécessaires pour poursuivre ses



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La formation en entreprise, c'est le dossier de l'heure, particulièrement le maintien et l'augmentation d'une main-d'œuvre qualifiée.

projets en alphabétisation jusqu'en mai prochain. Toutefois, si rien ne change, elle devra probablement tout stopper, notamment son bulletin de lecture *Hebdo Info* et le projet de DVD de sensibilisation des entreprises.

Pourquoi donc couper quelques millions — sur un budget fédéral de 200 milliards — pour des projets qui s'adressent sans doute aux plus démunis de notre société, se demandent en cœur Mmes Dionne et Pouliot.

Collaborateur du Devoir

Savoir lire, écrire, compter, communiquer, réfléchir et apprendre des uns et des autres... toutes des fonctions essentielles à l'accomplissement individuel ou collectif.

L'ICÉA donne priorité à l'éducation pour tous, tout au long de la vie... Parce que chaque humain a droit à l'essentiel.

Relevons ce défi avec nous !

**Icea** Institut de coopération pour l'éducation des adultes

514 948-2044  
www.icea.qc.ca

**Le quotidien**

**François BRUNETTA**  
**Louise LACASSE**

**Le quotidien**

Étapes 1 à 4  
Cahiers et guides  
14,95 \$ chacun

L'enseignement du français aux adultes en formation de base.

En vente dans toutes les librairies  
La publication est indiquée sous réserve de modifications.

GUERIN, éditeur ltée  
514-842-3481

## ALPHABÉTISATION

Sans frontières

## Les chiffres et les lettres au quotidien

Le Réseau international et solidaire des opérateurs en alphabétisation propose un autre mode d'apprentissage

Pour tenter de résoudre le problème de l'analphabétisme au Québec, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) s'est tourné vers... le Sénégal.

DAPHNÉ CAMERON

«Qu'ils viennent d'Afrique ou du Québec, les analphabètes ont comme point en commun la pauvreté», affirme Louise Camiré, responsable des projets en éducation non formelle au CECI, une société à but non lucratif basée dans l'est de Montréal.

«Autrefois, notre organisation envoyait surtout des coopérateurs canadiens aider dans les pays du Sud. Mais, en 2004, nous avons complètement renversé notre stratégie d'action parce qu'on s'est rendu compte que c'était beaucoup plus efficace de fonctionner par partenariats. Par la bande, nous avons découvert que l'expertise africaine pouvait nous aider ici.»

C'est lors du Forum mondial sur l'économie sociale et solidaire qui s'est tenu à Dakar en 2005 que les coopérateurs du CECI entendent parler du programme Reflect. En discutant avec des gens du Réseau international et solidaire des opérateurs en alphabétisation, un organisme international basé au Sénégal, ils découvrent une démarche pour contrer le fléau de l'analphabétisme non seulement en Afrique, mais également au Québec.

«C'est une méthode pour enseigner la lecture et l'écriture d'une manière qui n'est pas cérébrale ou abstraite», explique Louise Camiré. Si un village a un problème de pénurie d'eau ou de VIH/SIDA, les modules d'alphabétisation vont s'élaborer autour de ces problématiques. Si les habitants pratiquent la culture maraîchère, ils vont apprendre à s'alphabétiser en abordant ce thème.

Selon Louise Camiré, qui travaille

sur la question de l'analphabétisme depuis 1996, les intervenants du Québec peuvent profiter de cette méthode, qui a porté ses fruits sur le continent africain. Différents partenaires et membres du CECI planchent d'ailleurs en vue d'adapter le concept pour le Québec.

«Les adultes analphabètes d'ici ont généralement de la misère à se trouver du travail ou proviennent de populations immigrantes. Ce qu'on veut, c'est faire d'une pierre deux coups en axant nos interventions autour de thèmes qui sont reliés à leurs problèmes quotidiens. On peut, par exemple, initier les gens à la lecture et à l'écriture tout en leur apprenant à se chercher du travail ou à s'intégrer à la société québécoise.»

## Des échanges plus productifs

Louise Camiré croit fermement que l'avenir de la coopération internationale et du combat contre l'analphabétisme passe par les partenariats entre les pays riches et les pays pauvres.

«C'était un virage nécessaire à prendre», dit-elle. L'expertise sur la question est de plus en plus développée en Afrique. Au Niger seulement, 82 % de la population est analphabète; ils doivent donc être très créatifs pour combattre le problème. Nous avons beaucoup à partager de nos expériences.»

Pour renforcer cette idée, le CECI a multiplié les rencontres entre coopérateurs du Québec et de l'Afrique depuis 2004. Le Centre a également organisé en janvier 2007 un forum en alphabétisation au Niger. C'est ainsi que le Regroupe-

ment des groupes populaires en alphabétisation du Québec et la Fédération canadienne en alphabétisation ont commencé à travailler avec un groupe du Niger et un groupe du Sénégal pour développer une nouvelle démarche.

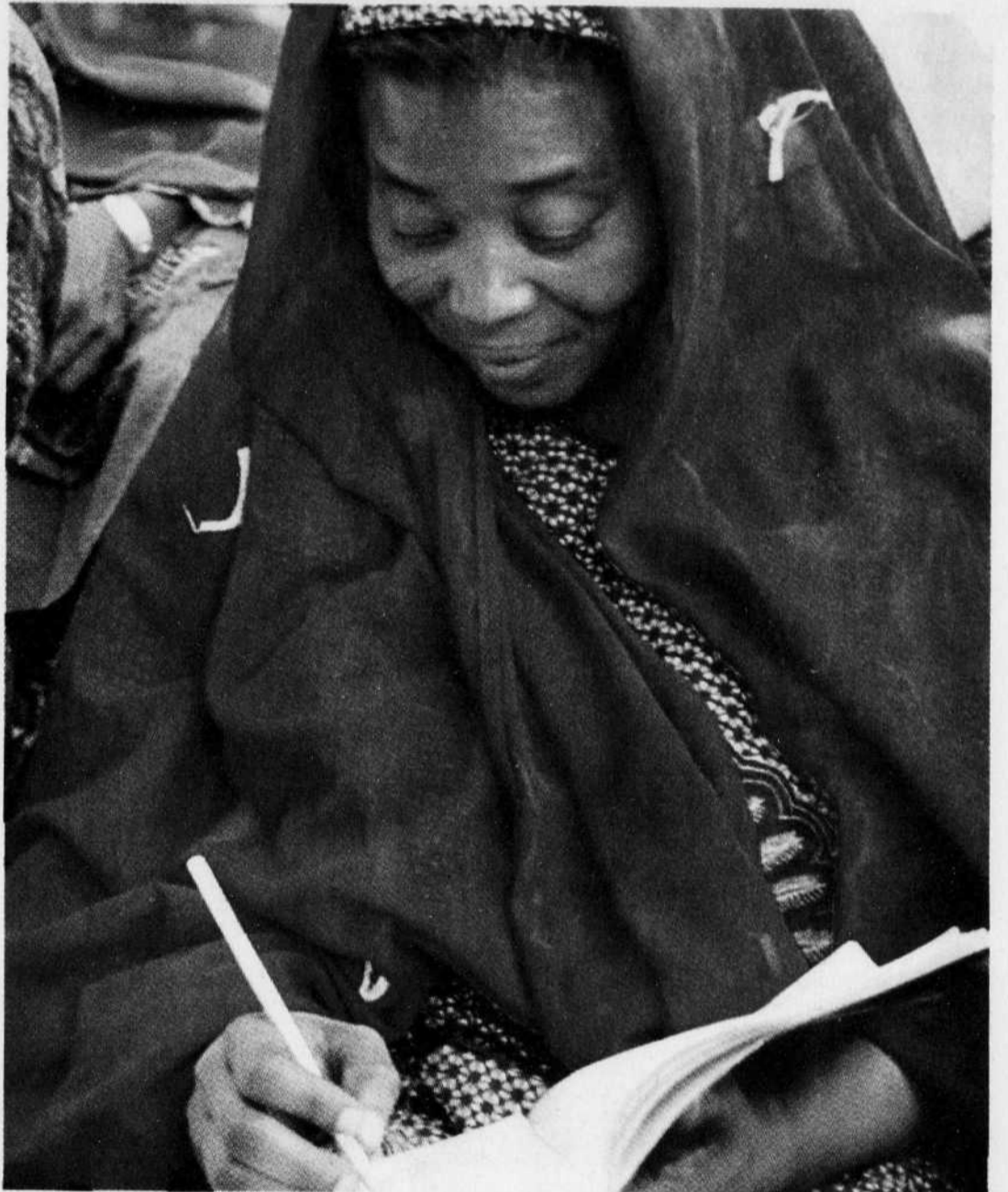
«Les quatre partenaires sont en train d'élaborer une méthode d'intervention axée sur la cellule familiale pour intéresser les gens à la lecture et à l'écriture», affirme-t-elle. Les intervenants peuvent utiliser la dynamique familiale pour transmettre des connaissances en alphabétisation. Au Canada, ça peut se traduire à travers l'aide aux devoirs. En Afrique, les familles sont beaucoup plus grandes, donc les apprentissages peuvent se transmettre à plusieurs membres en même temps.»

## Une ère de coopération

Bien que les deux projets du CECI en soient encore au stade de l'élaboration, Louise Camiré considère qu'ils seront beaucoup plus efficaces grâce au climat de collaboration qui est en train de se créer.

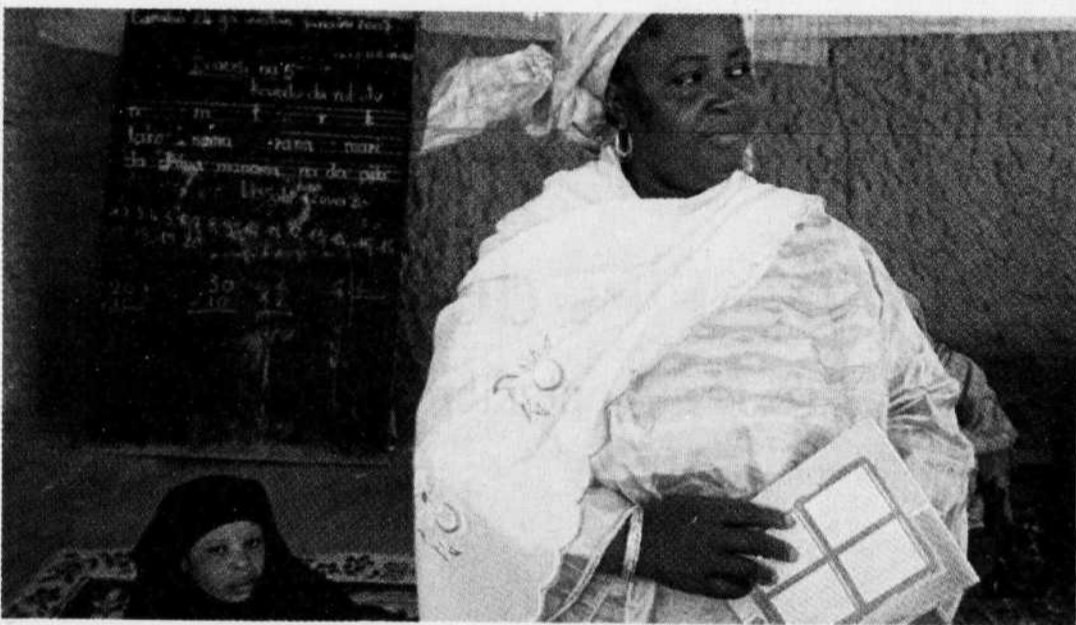
Elle espère également que ces nouveaux partenariats vont se conclure par une aide accrue de la part des bailleurs de fonds en aide internationale. Car, pour régler le fléau de l'analphabétisme, il faut des fonds et une grande volonté politique, croit-elle. «Il y a beaucoup d'argent qui a été mis dans des projets en alphabétisation par le passé, malheureusement avec peu de résultats. Nous sommes encore loin de l'objectif du millénaire de l'Organisation des Nations unies qui veut l'éducation pour tous d'ici 2015. Avec nos partenariats, avec les organismes sur le terrain en Afrique, on sent que ça avance. Que les échanges pour trouver des solutions sont beaucoup plus stimulants et donc beaucoup plus productifs.»

Collaboratrice du Devoir



Cours d'alphabétisation dans le village de Tahoua, au Niger

DAVID CHAMPAGNE



DAVID CHAMPAGNE

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec et la Fédération canadienne en alphabétisation ont commencé à travailler avec un groupe du Niger et un groupe du Sénégal pour développer une nouvelle démarche.

1990  
Année internationale  
de l'alphabétisation  
Objectif: Un monde alphabétisé

1997  
5<sup>e</sup> Conférence internationale  
sur l'éducation des adultes  
Déclaration: L'alphabétisation est  
un droit fondamental de la personne.

2003  
Plan d'action québécois en matière  
d'éducation des adultes  
Engagement: Diminuer de façon significative  
le taux d'analphabétisme au Québec.

2003  
Décennie pour l'alphabétisation  
Objectif: Améliorer de 50 % le taux  
d'alphabétisation des adultes d'ici à 2015.

Pour atteindre de grands objectifs...  
Il faut s'en donner les moyens...

En 2008  
1,3 million d'adultes québécois  
ont toujours de sérieuses difficultés  
avec la lecture... Seuls 2 % sont  
en démarche d'alphabétisation...

Le gouvernement du Québec  
doit y voir dès maintenant!



Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)  
www.rgpaq.qc.ca

800 000  
QUÉBÉCOIS SONT  
ANALPHABÈTES

Aidez-nous à les aider!

Don en ligne :  
www.fondationalphabetisation.org  
ou 1 800 361-9142

Fondation pour  
l'alphabétisation  
Des mots d'espoir

**16 ORGANISATIONS  
3 MOTS**



# **PRIORITÉ à l'alphabétisation\***

## **LA COALITION POUR L'ALPHABÉTISATION**

Centrale des syndicats du Québec (CSQ)

Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF)

Collège Frontière

Confédération des syndicats nationaux (CSN)

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)

Fondation pour l'alphabétisation

Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM)

Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA)

Laubach Literacy Canada-Quebec / Literacy Volunteers of Quebec (LLC-Q/LVQ)

Mouvement québécois des adultes en formation (MQAF)

Quebec Literacy Working Group (QLWG)

Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)

Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec (TRÉAQFP)

The Centre for Literacy of Quebec

Y des femmes de Montréal

\* Selon l'Institut de la statistique du Québec, 49 % des Québécois de 16 à 65 ans se classent en deçà du niveau de compétences en lecture jugé nécessaire pour effectuer aisément l'ensemble des activités de la vie quotidienne. Parmi eux, 16 % sont considérés peu alphabétisés.

Pour plus d'information sur les statistiques concernant l'alphabétisation :  
[www.fondationalphabetisation.org](http://www.fondationalphabetisation.org)